



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Décision n° 003205/KK PP
de la Mission régionale d'autorité environnementale
Provence-Alpes-Côte d'Azur
après examen au cas par cas de la
révision du zonage d'assainissement des eaux usées
de Saint-Raphaël (83)

N° saisine
003205/KK PP

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 à R.122-24 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaigoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro 003205/KK PP, relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Saint-Raphaël (83) déposée par Estérel Côte d'azur, reçue le 23/05/2025 ;

Considérant que la commune de Saint-Raphaël, d'une superficie de 89,60 km², compte 36 632 habitants (recensement INSEE 2022) ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Raphaël a été approuvé le 19/11/2018 et a fait l'objet d'un avis de la MRAe le 29/05/2018 ;

Considérant que la révision du zonage des eaux usées de la commune de Saint-Raphaël, approuvé le 17/02/2020, a pour objet de mettre en cohérence le zonage d'assainissement des eaux usées avec le plan local d'urbanisme en cours de révision ;

Considérant que le schéma directeur d'assainissement (SDA) des communes de Fréjus et Saint-Raphaël, élaboré en 2015, a été mis à jour en novembre 2023 ;

Considérant que le territoire de la commune est concerné par :

- huit zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique terrestre (ZNIEFF) de type 1¹ et deux ZNIEFF de type 2² ;
- un site Natura 2000 (FR9301628 Esterel) ;
- cinq zones humides³ ;

1 930020289, 930020469, 930020463, 930020465, 930020466, 930020467, 930020468, 930020533

2 930020462

3 Riou de l'Argentière, Le Reyran, Pelicouet, Lac de Saint-Cassien – Fondurane, 83ONF113 : Mares des Oures

- des enjeux sanitaires liés aux activités nautiques, baignade et conchyliculture ;

Considérant que le système d'assainissement collectif des eaux usées de la commune dispose de :

- la station de traitement du Reyran, raccordée à l'agglomération de Fréjus, de type boues activées et d'une capacité réelle de traitement de 346 600 équivalents habitants, et, qu'elle s'avère, selon le dossier fourni, suffisante pour supporter la charge supplémentaire liée à l'évolution de la population envisagée des communes de l'agglomération, soit Saint-Raphaël, Roquebrune-sur-Argens, Puget-sur-Argens et Fréjus ;
- la station de traitement d'Agay, de type boues activées et d'une capacité réelle de traitement de 46 000 équivalents habitants, et, qu'elle s'avère, selon le dossier fourni, suffisante pour supporter la charge supplémentaire liée à l'évolution de la population envisagée de la commune ;

Considérant que les stations d'épuration ont été déclarées conformes à la directive eaux résiduaires urbaines⁴ en 2023 ;

Considérant qu'un programme de travaux de réhabilitation des réseaux a été proposé dans le SDA pour réduire les intrusions d'eaux claires parasites permanentes (infiltrations) et temporaires (ressuyage) et la saturation hydraulique de certains réseaux liée aux eaux pluviales indûment collectées ;

Considérant que le zonage d'assainissement maintient en assainissement non collectif (ANC) les zones N bâties Mas de la Cabre / Mas de la Colle, d'une superficie de 627 000 m² comprenant 5 habitations ainsi que deux zones U non bâties (cimetières) ;

Considérant que la carte d'aptitude des sols ne fait état d'aucune mauvaise aptitude des sols à l'assainissement autonome ;

Considérant que la commune compte 124 installations en assainissement non collectif faisant l'objet d'un contrôle par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ;

Considérant que sur ces 124 installations contrôlées entre 2015 et 2024, 15 % sont déclarées conformes ;

Considérant que, selon le dossier, les installations en ANC feront l'objet d'un contrôle renforcé et de mises aux normes le cas échéant, en particulier celles qui sont situées dans des secteurs à enjeux environnementaux ;

Considérant qu'aucun périmètre de protection de captage d'eau potable n'existe sur la commune de Saint-Raphaël ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, la mise en œuvre du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement.

⁴ [directive du conseil des communautés européennes n°91/271/CEE du 21 mai 1991](#)

DÉCIDE :

Article 1

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées situé sur la commune de Saint-Raphaël (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

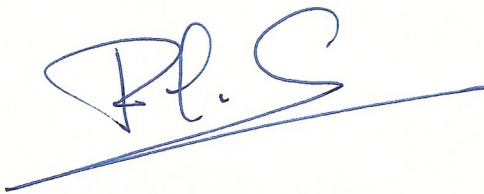
La présente décision sera mise en ligne sur le portail internet de l'évaluation environnementale.

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 18 juillet 2025

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale ,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille

16 rue Zattara

CS 70248

13331 Marseille Cedex 3

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.